

La LENA, le rendez-vous du Nègre

avec lui-même

Le panafricanisme du début.

Dès son avènement, le régime de la 2ème République n'a cessé de marquer sa préoccupation de voir se réaliser une intégration africaine. La constitution laissait ouverte la possibilité, par l'Etat, d'abandonner une partie de sa souveraineté dans l'optique de l'unité africaine. En 1967, la tenue des assises de l'OUA à Kinshasa, et la construction de la pittoresque cité de l'OUA propulsaient l'image de marque du Zaïre, comme figure de proue et pays-clé de l'intégration africaine.

(A suivre)



CK LUMUNA - SANDO

La LENA, a dit dernièrement le Secrétaire général de l'O.U.A., M. Ide Oumarou, n'est pas une entreprise de division. C'est plutôt une initiative qui va dans le sens de la cohésion de l'Afrique. Une idée qui veut réorganiser la vision du monde et qui balise le nouveau parcours qui permettra aux Noirs de ne plus être les éternels damnés, les éternels vaincus dans tous les combats qui se déroulent sur cette terre, combats pour le développement.

On lira dans cet article des arguments puisés dans l'histoire, la géographie, la culture et l'actualité présente, arguments qui font la pertinence de la LENA et qui présentent cette ligue comme un moule dans lequel on peut saisir la complexité du problème noir.

Weregemere révoqué et Birere suspendu

Suite de la page 1

Elle devait également traiter de la politique externe plus précisément examiner l'opportunité du retour du Zaïre dans l'OUA. De la séance de travail que le Guide Mobutu avait présidée au Camp Tshatshi à l'intention des membres du bureau permanent du Comité central, il est sorti la décision de la révocation d'un membre du Comité central en la personne du citoyen Weregemere Bingwa et la suspension de leurs collègues Birere Mabano

pour une durée de 6 mois et Bangala pour 12 mois. le Maréchal Mobutu Sese Seko ont été momentanément suspendus. Cette session devrait se pencher sur la politique interne du Zaïre à savoir les préparatifs du 20ème anniversaire de la Seconde République, le rapport entre le Comité central et le Conseil exécutif sur l'exécution des décisions d'Etat, la désignation sur proposition du bureau permanent du Comité central des membres de

la commission permanent d'étude et de recherche et projet d'amendement de règlement d'ordre intérieur, le dossier de l'enseignement national, les problèmes de la santé publique, la politique de l'habitat, la situation économique du pays, les problèmes de la JMPR, la commission permanente de discipline avec le rapport de l'intersession et le dossier disciplinaire notamment le cas Bangala contre Bila.

L'apartheid cloué au pilon

Suite de la page 1

ignoble et visiblement anachronique. A combattre par tous les moyens.

La semaine dernière, malgré les supplications de nombreux pays - la France, les USA, le Zaïre... - le même régime raciste de Botha pendait le poète noir sud-africain, Benjamin Moloise. L'acte a été suivi de plusieurs scènes de violence, de bagarres rangées qui accumulent des morts en République Sud-Africaine.

Un voisin diabolique

Depuis le massacre de Shaperville de 1960 et celui de Soweto de 1976, la situation en Afrique du Sud n'a jamais été aussi grave qu'à l'heure actuelle. Escalade de la violence, carnages humains, arrestations fréquentes, détentions des militants noirs, tel Nelson Mandela, discours bidons, raids pour déstabiliser les état voisins, été d'urgence et timides réformes visant à donner une image de changement au pays de l'apartheid sont autant d'éléments qui font réfléchir la Communauté Internationale, laquelle multiplie des actions qui, hélas, se limitent pour certains pays à de simples condamnations, déclarations ou résolutions.

Pareille situation a contraint M. Abdou Diouf à effectuer une tournée dans les pays de la ligne de front, tournée qui a montré la solidarité de l'Afrique envers ces pays, eux aussi victimes de cette politique odieuse de l'apartheid et subissant les contrecoups de la rage destructrice et haineuse du gouvernement de Prétoria. "Un voisin diabolique", c'est ainsi qu'Abdou Diouf a qualifié l'Afrique du Sud à l'issue de sa tournée.

Dialoguant avec les dirigeants des mouvements de libération et les chefs d'Etat de ces pays, Diouf a pu mettre en ordre les résolutions du 21ème Sommet de l'OUA au sujet de l'éradication du dernier bastion du colonialisme qui traîne encore en Namibie doublé d'un système ignominieux d'apartheid dont le quartier général est érigé à Prétoria.

Sa démarche a été cependant critiquée par M. Olivier Tambo, leader du Congrès National africain, qui, tout en reconnaissant les bonnes intentions de l'OUA, a dit de cette organisation

qu'elle n'est pas ce contre Prétoria". L'OUA devrait lui-même prendre des mesures concrètes contre le régime raciste de Prétoria.

Les fourberies de Botha

La tournée d'Abdou Diouf dans les pays de la ligne de front a été suivie de deux interventions après que Botha ait prononcé un discours comme celui du 15 mai 1985, lors de la conférence du parti national d'Afrique du Sud. Il a été une démonstration du caractère vicieux de la minorité blanche.

En présentant une ébauche de négociations avec la majorité noire annonçant un siège des Noirs au Conseil présidentiel, cet organe purement blanc, aux côtés des Blancs, Métis et Botha n'a mis aucune réforme, contraire réaffirmant une fois de plus les traditions raciales de l'apartheid, notamment le refus de tout dialogue avec les Noirs. Pis, il a refusé la nomination du principal homme, une voix en annonçant la participation politique des Noirs qui leur a l'avenir le vote.

Beaucoup ne plus à l'apartheid

De tels propos déçus l'opinion africaine et internationale. Tout le monde désormais que les mesures ne visent certainement le gouvernement que l'attitude continue à creuser le fossé qui s'élargit jour après jour entre le gouvernement et les classes sud-africaines.

Ainsi pour Nobel Desmond, le peuple n'hésitera plus à utiliser la violence dans son combat pour l'indépendance et la liberté. Les tentatives pacifiques n'ont nulle part.

L'évêque anglican de Johannesburg, Desmond Tutu, a dernièrement déclaré que la situation en Afrique du Sud est devenue insupportable. Il a appelé à une action plus ferme contre le régime de Botha, en affirmant que la violence est la seule issue possible.

Bashonga



HOTEL RESIDENCE BODEGA RESTAURANT

COMMUNIQUE A TOUS NOS CLIENTS

Nous portons à la connaissance de tous nos clients que le nommé N'GABO ZA KAZI qui fut Maître d'Hôtel à l'Hôtel RESIDENCE ne fait pas partie de notre Société.

Pour ce fait; nous attirons votre meilleure attention afin que tout acte commis par lui n'engage que son propre nom.

Fait à Bukavu, le 19 sept. 1985

KIPULUKA BWEUPE
Directeur